



Etat d'avancement des projets financés par le Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

RAPPORT TRIMESTRIEL CONSOLIDE – AVRIL à JUIN 2010

0. INTRODUCTION

Le présent rapport couvre les réalisations du deuxième trimestre 2010. Il contient (i) une synthèse des principales réalisations des quatre projets toujours en cours sur les 18 financés par le Fonds de Consolidation de la Paix, (ii) les principales contraintes, (iii) les recommandations, (iv) les priorités pour les trois prochains mois, (v) un tableau synthétique des taux d'exécution budgétaire et des dates prévues pour la clôture des projets et (vi) l'état d'avancement de chaque projet.

1. PRINCIPALES REALISATIONS

- Le rapport sur l'évaluation externe des projets de consolidation de la paix a été porté à la connaissance des partenaires et le Comité de Pilotage Conjoint, lors de sa 36^{ème} réunion tenue le 03 juin 2010. La version anglaise du rapport ainsi que le résumé exécutif sont disponibles sur le site Web du BINUB.
- Le transfert des équipements mis à la disposition des Unités de gestion des projets *Femme* et *Jeunes* a été effectué au profit des structures gouvernementales et autres partenaires associés à la mise en œuvre des projets, qui contribueront à la consolidation des acquis de ces projets. Le processus de rétrocession des équipements se poursuit pour les autres projets clôturés.
- **Quatre projets sont toujours opérationnels.** Il s'agit du dernier projet à être mis en œuvre *Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke* et de trois projets dont les délais de mis en œuvre ont été prolongés par le Comité de Pilotage Conjoint suite à diverses contraintes : projets *Casernement des Forces de Défense Nationales (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations*, *Appui pour une police nationale du Burundi de proximité opérationnelle* et *Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et au lancement de ses activités*.

Le projet **Casernement** qui a bénéficié en février 2010 de la dernière tranche de la contribution du Royaume des Pays Bas, d'un montant de 827,110.00US\$, a poursuivi les travaux sur les chantiers Mwaro, Gitega et Ngozi. Actuellement, environ 90% des effectifs des militaires ont

quitté les positions militaires et regagné les casernes réhabilitées. Le processus de contrôle et de retour des armes dans les casernes est initié.

Dans le cadre du projet **Police**, l'acquisition de l'essentiel des équipements et le renforcement des capacités permettent d'avancer résolument vers les objectifs définis. La nouvelle tenue de la Police de roulage participe déjà à l'amélioration de l'image de la Police Nationale du Burundi. De même, les véhicules et les postes radio E/R déjà transférés permettent une amélioration des communications et de la rapidité des interventions.

En l'absence de l'adoption de la loi sur la mise en place de l'une **Commission Nationale Indépendante de Droit de l'Homme** conforme aux principes de Paris et compte tenu des priorités du moment orienté vers le processus électoral en cours, le projet d'appui à la mise en place de cette commission est mis en veilleuse.

A travers la formation, la sensibilisation ainsi que les activités d'intérêt communautaire à haute intensité de main d'œuvre, le projet d'appui aux **populations affectées par les crises** a permis d'entretenir le dialogue, de réduire les suspicions entre les démobilisés, les ex-combattants et le reste de la population. 2 210 personnes dont 387 femmes sont à pied d'œuvre dans la province Cibitoke tandis que 2 400 bénéficiaires dont 630 femmes ont été identifiés dans la province Bubanza pour participer aux activités HIMO qui débuteront début juillet. Outre le renforcement économique des personnes vulnérables, ce volet favorise la réintégration ainsi que l'entente sociale.

- Au cours du trimestre, **des visites de terrain** ont été effectuées dans les provinces Cibitoke et Bubanza par l'Unité Suivi et Evaluation et le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage Conjoint. L'objectif visé était de se rendre compte de l'état d'avancement du projet *Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke* et de l'impact réel des projets clôturés (*Réhabilitation du rôle de la femme dans le processus de réconciliation et de reconstruction communautaire, Amélioration de la qualité des services publics locaux, Casernement des Forces Nationales de Défense (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations*). Le projet d'appui aux personnes affectées par les crises a beaucoup investi dans la phase préparatoire pour s'assurer que le processus est participatif et inclusif. Il est à présent entré dans sa phase de croisière. En général, il a été constaté que les trois projets clôturés ont eu un impact positif sur les bénéficiaires mais les aspects de pérennisation doivent être renforcés.

2. CONTRAINTES MAJEURES

- Le Projet Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et au lancement de ses activités devra attendre la mise en place de nouvelles institutions élues pour soumettre de nouveau l'adoption de la loi sur la mise en place de la **Commission Nationale Indépendante de Droit de l'Homme**.
- La gestion du contentieux avec le fournisseur sur les modalités de remplacement des 32 000 tenues MROP livrées par la Société CSV International au mois d'avril 2009 et qui comportaient un défaut de fabrication caché a évolué vers l'arbitrage. L'issu de l'arbitrage est toujours attendu.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

- Pour le projet d'appui aux populations affectées par les crises, les campagnes liées au cycle électoral en cours depuis le mois de mai 2010 ont perturbé la programmation et le déroulement des activités qui impliquent une forte participation des autorités administratives, des élus locaux et de certains leaders communautaires. D'autre part, certaines activités liées aux saisons spécifiques, comme le reboisement, ont dû être reportées à la prochaine saison des pluies.

3. RECOMMANDATIONS

- Accélérer les procédures de transfert des équipements pour les projets clôturés qui ne l'ont pas encore fait,
- Inviter les ministères bénéficiaires des projets ayant clôturé les activités à mettre en œuvre les stratégies de pérennisation des acquis. Pour le projet *Femme*, il est urgent de mettre en place des stratégies pour le recyclage du fonds de micro crédits et rendre plus fonctionnelles les Unités Genre établies au sein de la Police Nationale du Burundi.

4. PROCHAINES ETAPES

- Traduire l'évaluation externe des projets en français et en assurer une large diffusion,
- Finaliser la rétrocession des équipements des projets clôturés,
- Accélérer la mise en œuvre des quatre projets en cours de mise en œuvre jusqu'au 31.12.2010.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

5. DATE PREVUE POUR LA CLOTURE ET ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE

Domaine de priorité / Projet	Budget approuvé en US\$	Date de démarrage	Date prévue pour la clôture	Taux d'exécution budgétaire au 31 mars 2010	Taux d'exécution budgétaire au 30 juin 2010
1. PBF/BDI/B-2 : Casernement des Forces Nationales de Défense (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations.	4,812,150.00	24.08.2007	31.12.2010	97.11%	79.71% (1)
2. PBF/BDI/B-4 : Appui pour une police nationale du Burundi de proximité opérationnelle.	6, 900,000.00	24.10.2007	31.12.2010	91.00%	94.00%
3. PBF/BDI/C-1 : Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et au lancement de ses activités.	400,000.00	28.05.2007	31.12.2010	74.34%	74.34%
4. PBF/BDI/A-8 : Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke	1, 787,553	02.10.2009	31.12.2010	18.47%	44.00%

(1) La réduction du taux d'exécution budgétaire est due à l'ajustement de l'imputation de certaines dépenses qui, au cours du premier trimestre avaient été imputées au budget PBF alors qu'elles devaient être imputées au budget Pays-Bas.

6. ETAT D'AVANCEMENT DE CHAQUE PROJET

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

6.1. Etat d'avancement du Projet PBF/BDI/B-2

Domaine Prioritaire : Réforme du Secteur de la Sécurité	
Entités des Nations Unies chargées de la mise en œuvre : PNUD	Ministère de tutelle : Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants
Projet BDI/B/2 :	Casernement des membres de la Force de Défense Nationale pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations.
Couverture géographique	Tout le pays
Budget approuvé	4 812 150 US \$ (FCP) 1 654 220 US\$ (Pays Bas)
Décision de transfert de fonds par NY	18 mai 2007
Date de démarrage : 24 Août 2007	Date prévue pour la clôture du projet : 31.12.2010
Retard éventuel (mois) : 1 an + 10 mois	Commentaires sur le retard éventuel : Le retard concerne les casernes de Ngozi, Mwaro et Gitega dont les travaux seront terminés fin juillet 2010. De plus, les travaux additionnels et la résolution du problème d'eau dans certaines casernes sont la principale raison de la rallonge des délais.

Réalizations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
Résultat 1 : Les 17 principales casernes sont réhabilitées.	<u>Activité 1.1</u> : Réfection de 17 casernes : - Travaux de réhabilitation par les agences d'exécution. - Exécution des travaux additionnels. - Elaboration, du cahier des charges et analyse des offres pour l'adduction et forage d'eau. - Supervision et encadrement des travaux.	<ul style="list-style-type: none"> Le projet a recruté trois ingénieurs hydrauliciens pour faire une étude de faisabilité et finaliser le cahier des charges sur demande du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants. L'encadrement des chantiers a amélioré la qualité des travaux et le degré d'appropriation du projet par les bénéficiaires.
Résultat 2 : Les violations des droits de la personne humaine et les actes de banditisme envers les populations civiles diminués.	<u>Activité 2.1</u> : Casernement de 85% des effectifs de la FDN <u>Activité 2.2</u> : Fermeture d'environ 200 positions militaires	<ul style="list-style-type: none"> Le casernement des troupes atteint maintenant 90% des effectifs dans les casernes réhabilitées. La situation sécuritaire et l'intégration à la FDN des éléments du mouvement FNL sont prometteuses. Cela a permis de supprimer plus de 240 positions militaires.
Résultat 3 : Les bases pour améliorer la discipline et le professionnalisme sont établies	<u>Activité 3.1</u> Amorcer la professionnalisation des membres de la Force de Défense Nationale : - Révision des aspects liés à l'ordre du camp contenu dans le bloc programme - Diffusion du bloc programme	<ul style="list-style-type: none"> Avec le casernement des troupes, le projet Moralisation a jeté les bases de ce programme de professionnalisation notamment par la formation de masse et la mise à disposition des outils pédagogiques.
Résultat 4 : Le contrôle des stocks d'armes et munitions devient effectif	- Révision des procédures de gestion du magasin d'armement	<ul style="list-style-type: none"> Le Commandement de la FDN a élaboré une note réglementant le contrôle des armes et munitions au camp.
Taux d'exécution budgétaire 79,71%		

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats

Le casernement des troupes est assez avancé dans les casernes réhabilitées et la réhabilitation des casernes a permis de mobiliser beaucoup de femmes et jeunes filles sur les chantiers. Le casernement des forces et la suppression des positions militaires a permis une réduction sensible des violations des droits de la personne humaine par les militaires envers la population civile et la FDN s'acquitte convenablement de la mission de sécurisation des élections.

Contraintes majeures :

Pas de contrainte majeure.

Prochaines étapes

- Réception définitive de sept casernes et finalisation des travaux de réhabilitation dans les trois casernes restantes, l'exécution des travaux additionnels ;
- Finalisation des travaux d'étude et d'adduction d'eau dans les casernes de Muyinga, Mabanda et Gatumba ;
- Surveillance et réception technique des travaux dans les casernes concernées.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

6.2. Etat d'avancement du Projet PBF/BDI/B-4

Domaine Prioritaire : REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE			
Entités des Nations Unies chargées de la mise en œuvre : PNUD/BINUB/SSR-SA		Ministère de tutelle : MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE	
Titre du projet	Appui pour une Police Nationale du Burundi de proximité opérationnelle		
Couverture géographique	TOUT LE PAYS		
Budget approuvé	6.900.000 USD		
Décision de transfert des fonds par NY	07 août 2007		
Date de démarrage	24 octobre 2007	Date prévue pour la clôture du projet	31 Décembre 2010
Retard éventuel	26 mois	Commentaires sur le retard éventuel Délais d'acquisition des équipements commandés à l'étranger non prévus dans le chronogramme initial et difficultés dans le recrutement de spécialistes indispensables dans la mise en œuvre du projet..	

Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
Résultat 0 : Meilleur cadre de travail et mécanisme de coordination du projet pour une atteinte des résultats escomptés		Sur les trois volets du projet ; la phase d'acquisition de l'essentiel des équipements et de formation des utilisateurs est terminée. Une partie des équipements déjà livrée par les fournisseurs a été transférée au Gouvernement du Burundi.
Résultat 1 Identification rapide et facile du policier au cours de l'exécution de ses missions. Renforcement de la discipline, de l'esprit de corps et restauration de l'image, de la crédibilité de la police aux yeux de la population (<i>volet équipement individuel du policier</i>)	Activité 1.1 Acquisition des uniformes et attributs des policiers	La commande de 10 000 exemplaires du code de déontologie de la PNB a été effectuée auprès de l'imprimerie IMOBU de Bujumbura. La livraison est attendue avec la fin du mois de juin 2010. Une partie des équipements conventionnels pour le contrôle routier a été livrée par la Société MARCK. Le deuxième lot de la livraison est attendu fin juillet 2010. La gestion du contentieux entre le PNUD et le fournisseur sur les modalités de remplacement des 32000 tenues MROP de la PNB livrées par la Société CSV International au mois d'avril 2009 et qui comportaient un défaut de fabrication caché a évolué vers l'arbitrage. Suite à une requête du Ministère de la Sécurité Publique, la réunion du Comité de Pilotage Conjoint du 03 juin 2010 a autorisé une nouvelle commande de 21000 tenues MROP et 100 tenues des motards de la compagnie d'escorte officielle. Un premier lot de 5000 tenues a été commandé auprès de la Société Southern Range Nyanza Limited et la livraison a eu lieu les 25, 26 et 28 juin 2010. Ces uniformes doivent être arborés par le contingent défilant le 1 ^{er} juillet 2010 lors de la commémoration de l'indépendance du Burundi.
	Activité 1.2 Sensibilisation de la population et du personnel de la PNB sur les uniformes et attributs	Les émissions pilotes de la PNB ont démarré au mois de janvier 2009 à raison d'une émission par semaine. La campagne de sensibilisation sur les uniformes et attributs a été suspendue suite au défaut constaté sur les tenues MROP.
Résultat 2 Echange facile d'informations à tous les niveaux de commandement Maîtrise de la couverture sécuritaire quotidienne du pays (<i>volet transmissions</i>)	Activité 2.1 Déploiement des équipements	Mise à niveau électrique des locaux à 70% Fin de l'installation des 5 stations relai radio par ONATEL Transfert de 414 postes radio E/R VHF et du module de cryptophonie.
Résultat 3. Maîtrise de la couverture sécuritaire du pays et modernisation de la gestion du	Activité 3.1 Acquisition des	Acquisition des router (Modems) Câblage physique terminé pour la région ouest de Police.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

personnel (<i>Volet informatisation</i>)	équipements informatiques et de réseau	
	Activité 3.2 Acquisition des logiciels	Commande ferme pour l'acquisition du logiciel de la gestion du personnel carrières et paie. Livraison prévue fin août 2010.
	Activité 3.3 Formation	Planning et adoption du programme de la formation de 10 administrateurs de réseau.
Taux d'exécution budgétaire : 94.00%		

Les Contraintes majeures :

- Les contraintes tenant essentiellement à la spécificité des activités du projet ainsi qu'à la non prise en compte des délais d'acquisition des commandes à l'étranger continuent de prévaloir ;
- La gestion du contentieux entre le PNUD et le fournisseur sur les modalités de remplacement des 32 000 tenues MROP livrées par la Société CSV International au mois d'avril 2009 et qui comportaient un défaut de fabrication caché a évolué vers l'arbitrage.
- Lenteur constatée dans la mise à niveau électrique des locaux devant abriter les équipements informatiques et des transmissions radio de la PNB. Le premier planning prévoyait la fin de ces travaux pour le mois d'avril 2010, mais le Bataillon Génie Services avance pour le moment la fin du mois de juillet 2010. A ce sujet, les projets Services Publics Locaux, Casernement et PNB ont dégagé comme leçons apprises des difficultés liées au respect des échéances en cas de travaux de constructions-rénovations pour les projets à caractère catalytique et de courte durée.

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats :

- Dans le cadre du projet **Police**, l'acquisition de l'essentiel des équipements et le renforcement des capacités permettent d'avancer résolument vers les objectifs définis. La nouvelle tenue de la Police de roulage participe déjà à l'amélioration de l'image de la PNB. De même que les véhicules et les postes radio E/R déjà transférés permettent une amélioration des communications et de la rapidité des interventions.

Prochaines étapes :

- Déploiement des équipements,
- Acquisition du logiciel de la gestion du personnel, carrières et paie,
- Installation des réseaux informatiques locaux et formation des administrateurs de réseau,
- Installation des centres d'opérations;
- Campagne de sensibilisation des policiers et de la population sur la déontologie et le numéro d'appel téléphonique gratuit.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

6.3. Etat d'avancement du Projet PBF/BDI/C-1

Entités des Nations Unies chargées de mise en œuvre : BINUB – Division des Droits de l'Homme et Justice		Domaine Prioritaire : Droits de l'Homme et Justice
Ministère de tutelle	Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre	
Titre du Projet	Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et au lancement de ses activités	
Couverture géographique	Tout le territoire national burundais	
Budget approuvé	400,000 \$ US	
Décision de transfert de fonds par NY	Avril 2007	
Date de démarrage : 28/05/2007	Date prévue pour la clôture du projet : 31/ 12//2010	
Retard par rapport à la date de clôture initiale : 21 mois	Commentaires : Le retard accusé est dû à la lenteur du Parlement du Burundi dans l'analyse de la loi devant régir la Commission.	

Réalizations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
Résultat 1 : Une CNIDH créée, opérationnelle et conforme aux standards internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès du Parlement du Burundi pour la ré-analyse du projet de loi portant création de la CNIDH afin de le rendre conforme aux normes internationales de fonctionnement de Institutions Nationales des Droits de l'Homme ; • Sensibilisation des corps d'origine, • L'installation, équipement de la Commission et formation de ses membres ; • L'appui à l'élaboration du plan d'action de la Commission ; • L'accompagnement de la Commission dans la mise en œuvre de son plan d'action 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du plaidoyer auprès du Parlement pour l'adoption du projet de loi portant création de la CNIDH afin de le conformer aux Principes de Paris ; • Les autres activités ne peuvent pas être réalisées avant la mise en place de la Commission ; • Le projet de loi adopté par le Conseil de Ministres a été transmis au Parlement pour adoption au cours de la session de juin 2010. Cependant, il ya un grand risque que le projet de loi ne soit pas adopté suite aux intenses activités électorales.
Résultat 2 : La population et autres institutions sont suffisamment sensibilisées sur le rôle, le mandat et le fonctionnement de la CNIDH;	<ul style="list-style-type: none"> • Descentes des Commissaires dans toutes les provinces et maisons pénitentiaires du pays. 	
Résultat 3 : Une population préparée à saisir la CNIDH et à collaborer avec elle dans l'exécution de sa mission.	<ul style="list-style-type: none"> • Informer et sensibiliser la population sur le rôle, le mandat et le fonctionnement de la commission 	
Taux d'exécution budgétaire : 74,34%		
Contraintes majeures : Le retard dans l'analyse du projet de loi par le Parlement est à l'origine de la non atteinte du résultat principal qui est la mise en place de ladite Commission. Ce retard est également lié aux amendements insuffisants qui ne rendraient pas la Commission fonctionnelle et réellement indépendante.		
Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats : En l'absence de l'adoption de la loi sur la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante de Droit de l'Homme, il est difficile de parler de résultats atteints.		
Prochaines étapes : (i) Une demande additionnelle de prolongation du délai de mise en œuvre du projet a été accordée par le comité de pilotage conjoint sur demande du comité technique de suivi jusqu'au 31 décembre 2010, (ii) une fois la loi adoptée, appuyer la mise en place d'une CNIDH fonctionnelle et (iii) accompagner la Commission dans l'élaboration de son plan de travail.		

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

6.4. Etat d'avancement du projet PBF/BDI/A-8

Entités des NU chargées de mise en œuvre : PNUD		Domaine Prioritaire : Réintégration
Ministère de tutelle : Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration Sociale		
Titre du Projet	Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	
Couverture géographique	Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	
Budget approuvé	1,787, 553 US\$	
Décision de transfert de fonds par NY	21 Mai 2009	
Date de démarrage : 02/10/2009	Date prévue pour la clôture du projet : 31.12.2010	
Retard par rapport à la date de clôture : pas de retard	Commentaires : Au regard de l'état d'avancement actuel et de la période de six mois qui restent, il n'y aura pas de retard envisageable. Sauf imprévus, la planification des activités suit son cours normal.	

Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Principales réalisations
Résultat 1: Les populations affectées par les crises sont réintégrées de manière pacifique dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil	Résultat 1 : Réaliser une campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire précédant le démarrage des activités du projet, avec un accent particulier sur la promotion de la réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits locaux.	<ul style="list-style-type: none"> La participation massive aux campagnes de sensibilisation et de mobilisation communautaire précédant le démarrage des activités du projet a permis de sensibiliser 334 personnes dont 20% de femmes représentant les différentes couches socioprofessionnelles sur l'importance de la prévention et la résolution pacifique des conflits, la réconciliation, la cohésion sociale, la mobilisation communautaire ainsi que des droits et devoirs des citoyens.
	Réhabilitation des pistes de désenclavement avec l'approche HIMO par les jeunes (1800 x 3mois x 40\$)	<ul style="list-style-type: none"> A travers 26 projets HIMO initiés, dont 15 relevant du secteur des pistes, 2 210 personnes dont 1 430 adultes associés, 650 membres des communautés d'accueil et 130 agents vont travailler pendant 3 mois. Les femmes y participent au nombre de 387 personnes. D'autres volets, en l'occurrence « Epargne » et « Sensibilisation des bénéficiaires à la cohésion sociale et au développement des activités génératrices » sont développés tout au long du programme. Outre le renforcement économique des personnes vulnérables, ce volet favorise la cohésion et l'entente sociale. 30 projets prêts à démarrer début juillet dans les 5 communes de la province Bubanza sont déjà identifiés au profit de 2 400 bénéficiaires dont 630 femmes.
	Reboiser en projet HIMO (600 jeunes x 3mois x 40\$)	<ul style="list-style-type: none"> Les contrats avec 3 ONGs recrutées pour l'exécution de cette activité qui s'étendra sur 405 hectares dans 9 Communes couvertes par le projet, ont été signés. Cependant le reboisement devra attendre la prochaine saison pluvieuse (septembre-octobre 2010).
	Réhabiliter 6 infrastructures sociales de base (centres de santé, écoles, adductions d'eau).	<ul style="list-style-type: none"> Les évaluations des capacités des acteurs locaux incluant celles des Communes démontrent que ces dernières ont les compétences nécessaires pour mener les réhabilitations/constructions prévues. Les contrats sont en cours de signature pour la réhabilitation de 7 écoles et 1 centre de santé. Les travaux démarreront avec le mois de juillet 2010. Un Ingénieur hydraulicien a été recruté pour réaliser une étude de faisabilité pour les travaux d'adduction d'eau potable sur une longueur estimée à plus ou moins 4 Km, qui

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

		<p>devrait desservir un centre de santé, 2 écoles primaires, un marché et le chef-lieu de la Commune Bugarama en province de Bujumbura rural.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'activité est reportée au 3ème trimestre 2010 et accompagnera les travaux de réhabilitation / reconstruction des infrastructures retenues.
	Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation des infrastructures socio communautaires.	
	Auto-construction de 500 maisons	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de l'opération d'établissement du profil socioéconomique au niveau des déplacés vivant dans 9 sites et 4 villages ruraux intégrés répartis dans 4 des 9 communes couvertes par le projet, • 148 bénéficiaires ont été sélectionnés suivant les critères de vulnérabilité validés par le Comité Technique de Suivi du projet. • Les partenaires d'exécution qui vont encadrer les travaux de construction des maisons sont identifiées.
<p>Résultat 2 : Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités est rétabli.</p>	Ateliers de formation à l'intention des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale en matière de réintégration et relèvement.	<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités de 371 personnes issues de l'administration à tous les niveaux, les élus locaux, les leaders féminins ont été renforcées en matière de réintégration incluant les Notion de groupe cible en matière de réintégration post-conflit, Réintégration socioéconomique des personnes affectées par le conflit et Relèvement communautaire, Elaboration des plans communaux de réintégration, Cohabitation pacifique intercommunautaire, Gestion et coordination du développement. Ils ont reconnu le rôle de cette stratégie comme outil analytique et programmatique dans la réintégration des groupes cibles et se sont engagés à contribuer dans la mise en œuvre des plans communaux de réintégration qu'ils vont eux-mêmes élaborer en commençant par le ciblage des bénéficiaires.
	Campagne de sensibilisation à travers les médias (radios, journaux et TV) et Conception d'affiches et matériel de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • La médiatisation des activités du projet, à travers 4 radios les plus écoutées et couvrant la totalité du pays et 2 TV plus regardées par le public, a permis d'informer la totalité des populations de la zone d'intervention du projet, et de surcroît toute la population burundaise, sur les appuis prévus par le projet.
<p>Résultat 3 : Les populations affectées par les conflits ont accès à des moyens de subsistance durables</p>	Financement des initiatives visant l'entrepreneuriat local, Promotion de l'accès aux intrants agricoles et non-agricoles et développement de techniques de transformation et de conservation des produits ruraux	<ul style="list-style-type: none"> • En partenariat avec la FAO qui contribuera à hauteur de 25,000US\$, un montant de 173,700US\$ a été décaissé pour développer un sous-projet de renforcement de la filière du conditionnement et de la transformation du poisson de Lac au Burundi et appui à sa commercialisation. • L'analyse faite sur les éléments du profil socioéconomique établis sur 2 047 chefs de ménages a permis de noter que la principale occupation de la majorité des groupes cibles demeure incontestablement l'agriculture. Les appuis devraient par conséquent être orientés vers ce secteur. Le petit commerce, les métiers divers (maçonnerie, coiffure, menuiserie, plomberie, taxi-vélo) ont été aussi identifiés.
<p>Résultat 4 : Les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration sont renforcées.</p>	Appuyer le MSNRRRS pour le développement d'un programme national de réintégration et de relèvement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Avec l'appui du projet, un Consultant national affecté au MSNRRRS, chargé d'élaborer le plan d'action de mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit (SNRSEPC) a été recruté pour 2 mois (juin-juillet 2010) • Le projet a aussi contribué à multiplier le document de stratégie en 2000 exemplaires afin d'en assurer une large diffusion. •
<p>Taux d'exécution budgétaire: 44.00 %</p>		

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats :

Le projet d'appui aux personnes affectées par les crises a beaucoup investi dans la phase préparatoire pour s'assurer que le processus est participatif y compris dans la définition de la stratégie de pérennisation des acquis du projet. Il est à présent entré dans sa phase de croisière et les ressources supplémentaires mobilisées par le PNUD ont permis d'élargir la zone d'intervention du projet et d'augmenter l'effectif des populations affectées par les crises qui bénéficieront des activités HIMO. Alors que 3 communes par province avaient été retenues au départ, certaines activités couvrent la totalité des communes dans les 2 provinces de Bubanza et Cibitoke.

Les contraintes majeures :

- La complexité de l'opération d'établissement du profil socioéconomique sur les groupes cibles, à cause du grand nombre de personnes sur lequel elle doit être réalisée, a retardé la sélection des bénéficiaires pour les différents appuis spécifiques prévus par le projet et le démarrage des activités correspondantes.
- Les campagnes liées au cycle électoral depuis mai 2010, perturbent la programmation et le déroulement des activités impliquant une forte participation des autorités administratives, des élus locaux, de certains membres des CCDC et d'autres leaders communautaires..
- La complexité du processus d'identification et de validation des infrastructures sociocommunautaires à réhabiliter, en raison de son caractère participatif et inclusif lié à l'exigence de le faire en cohérence avec les priorités des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC, retarde aussi le démarrage effectif des travaux sous ce volet.
- La planification de certaines activités liées aux saisons spécifiques, comme le reboisement, a dû être reportée.
- Augmentation considérable des coûts pour les travaux HIMO : alors que, lors de la formulation du projet, il était estimé 40 \$ pour le salaire mensuel d'un travailleur, il est de l'ordre de 63 \$ à la date d'établissement du rapport. C'est aussi le cas pour les ateliers de formation du fait du grand nombre de personnes à y participer.

Prochaines étapes :

- Renforcer les aspects de communication,
- Animer les ateliers sur la résolution pacifique des conflits et la coexistence pacifique dans les 13 communes restantes,
- Campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation des infrastructures socio communautaires.
- Appui à l'auto-construction de 500 maisons dans le cadre de la réinstallation des groupes vulnérables.
- Poursuite des travaux HIMO autour de la réhabilitation des pistes de désenclavement et du reboisement de 405 hectares par 600 jeunes.
- Réhabilitation/construction d'infrastructures sociales de base retenues (7 écoles ; 1 centre de santé, 1 adduction d'eau).
- Financement des initiatives visant l'entrepreneuriat économique local.
- Promotion de l'accès aux intrants agricoles et non-agricoles.
- Développement de techniques de transformation et de conservation des produits ruraux.

Acronymes

1. CISNU : Centre Intégré de Services des Nations Unies
2. CNIDH : Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
3. CTP : Conseiller Technique Principal
4. FDN : Force de Défense Nationale
5. HIMO : Haute intensité de main d'œuvre
6. MDNAC : Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants
7. MROP : Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public
8. MSNRRND : Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement et de la Reconstruction Nationale
9. NY : New York
10. ONG : Organisation non gouvernementale
11. OSC : Organisations de la Société Civile
12. PBF : Peacebuilding Fund / Fonds de Consolidation de la Paix
13. PCDC : Plans Communaux de Développement Communautaire
14. PNB : Police Nationale du Burundi
15. PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
16. Radio E/R : Radio Emetteur/Récepteur
17. SNRSEPAC : Stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit